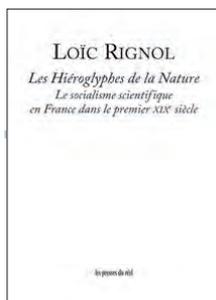


nologie de la diffusion et des équipes gestionnaires, avec la place belle laissée aux années de la création du journal. Ces années 1900 et 1910 sont aussi celles des grands débats fondateurs sur la conception du rôle de *l'Humanité*, sur son rapport au parti et à la classe ouvrière. Les questions de l'autorité du parti politique sur le journal ou le dilemme entre la constitution d'une équipe de rédacteurs avant tout militants ou encore le recrutement de journalistes professionnels engagés ont structuré une bonne partie de la période étudiée...

En fin d'ouvrage, un court chapitre est consacré au lien particulier à ses lecteurs qu'entretient *l'Humanité* : des campagnes de souscription aux Comités de défense de *l'Humanité* (CDH) créés en 1930, en passant par les correspondants ouvriers, les fameux « rabcors », le journal communiste se veut un journal du peuple par le peuple. Espérons que le travail entrepris par Alexandre Courban ne soit que le début d'un grand chantier historiographique sur un quotidien qui, 110 ans après sa naissance n'a pas fini de tracer son histoire... ■

Les Hiéroglyphes de la Nature. Le socialisme scientifique en France dans le premier XIX^e siècle



Les Presses du Réel, 2014

LOÏC RIGNOL

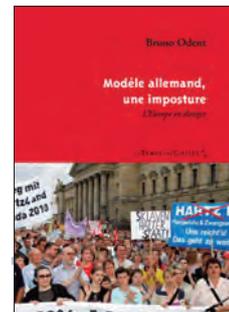
PAR AURÉLIEN ARAMINI

Cet ouvrage d'une dimension impressionnante offre un panorama exhaustif des « premiers socialistes », durant la période comprise entre la Restauration et l'avènement du

Second Empire. En mettant en évidence les enjeux épistémologiques et politiques de pensées aussi diverses que celle de Fourier, de Saint-Simon, de Pierre Leroux ou de penseurs moins connus tels que Pecqueur, Déjacque ou Cœurderoy, le projet de Loïc Rignol s'inscrit d'abord dans la perspective de récuser une lecture caricaturale des « socialistes » français du premier XIX^e siècle.

Trop souvent, ces auteurs sont regroupés indistinctement sous la catégorie vague de « d'utopistes », qualification qu'ils récuse généralement eux-mêmes – à quelques exceptions près tel que Cabet, l'auteur d'un *Voyage en Icarie*. Dans le contexte d'une société française en proie aux tourments révolutionnaires, traversée par des maux autant matériels que spirituels – choléra, révoltes ouvrières, paupérisme, individualisme – l'ambition des socialistes du premier XIX^e siècle est avant tout de constituer une « Science sociale ». Certes, l'idée que ces socialistes adoptent de la « Science sociale » explique sans doute que Marx ait pu les qualifier de « d'utopistes ». En effet, autant pour Fourier, que pour Saint-Simon ou Pierre Leroux, « la Science sociale ne se présente pas comme l'étude de la société, telle qu'elle est, mais de l'association telle qu'elle doit naître ». Si le socialisme prémarxiste possède une dimension utopiste, c'est donc au sens fort, c'est parce qu'il « porte ses regards au-delà des hommes pour saisir la norme qui réglera leur monde ». En quête d'une Science sociale, tous les penseurs socialistes du premier XIX^e siècle partagent un même projet politique : améliorer le sort de la partie de la société la plus pauvre et la plus nombreuse, celle des « prolétaires » qu'ils ne voient nullement comme une classe dangereuse « comme le veut la mythologie bourgeoise » d'un Cousin ou d'un Guizot arrivés au pouvoir après les Trois Glorieuses.

En étudiant la manière dont les premiers socialistes français se sont appropriés la question religieuse, la réflexion anthropologique et la pensée de l'histoire, Loïc Rignol fait apparaître la rationalité du socialisme du premier XIX^e siècle dans la diversité de ses expressions. À l'heure où la question de la laïcité se trouve au cœur de nombreux débats politiques en France, il est particulièrement intéressant de relever l'importance accordée par la première génération des « socialistes » français à la question religieuse, centrale après la rupture qu'incarne la Révolution française. Si la religion est au cœur de leurs préoccupations, c'est d'abord parce qu'il leur semble indéniable que s'est définitivement brisée l'ancienne foi régulatrice et organisatrice du social incarnée par les institutions catholiques. Mais c'est aussi parce qu'ils pensent que seule une religion peut garantir l'ordre et l'unité de la société. Que ce soit par une régénération du dogme chrétien – Louis Blanc ou Lamennais – par un nouveau christianisme – Saint-Simon – voire par une nouvelle religion – Comte ou Leroux – l'urgence pour les premiers penseurs « socialistes » est de relever un nouvel autel afin de conduire « les hommes à l'unité dans une nouvelle cité ». Faut-il voir dans cette conviction de la nécessité du religieux ce qui sépare les premiers socialistes français du matérialisme historique ? ■



Modèle allemand, une imposture

Le Temps des cerises, 2014
(2^e éd.)

BRUNO ODENT

PAR IGOR MARTINACHE

Les premiers de la classe ont toujours un côté énervant, mais quand en plus leurs « performances » sont obtenues par des procédés malhonnêtes et qu'ils prétendent prendre la place du maître, il y a de quoi se révolter. Telle est en substance la position allemande actuellement vis-à-vis de l'Union européenne, comme le montre de manière éclairante Bruno Odent dans ce petit essai paru en 2013 et déjà réédité. Fin connaisseur de notre voisin d'outre-Rhin, il revient sur son histoire récente en embrassant les dimensions politiques et sociales afin de montrer en quoi le fameux « modèle allemand » tant vanté par certains dirigeants et journalistes paresseux ou mal intentionnés (les deux n'étant pas incompatibles) repose sur du sable. Tout d'abord, de quel modèle parle-t-on ? Du « capitalisme rhénan » fondé sur un certain sens du compromis social, incarné notamment par un système pionnier de protection sociale dit bismarckien puis par la codétermination des entreprises, et un ordolibéralisme favorisant notamment le rapprochement entre banques et industrie, qui a notamment contribué au « miracle » économique de l'après-guerre en RFA (non sans l'aide – intéressée – déterminante du Plan Marshall également) ? Ou de la conjonction entre casse des droits sociaux et politique monétaire restrictive favorisant un véritable système de sous-traitance dans les pays voisins de l'Est, mis en vigueur à partir des années 2000 par le gouvernement de Gerhard Schröder ? Car, comme le note Bruno Odent, les piliers de la « société anonyme Allemagne » (Deutschland AG) qui ont permis le développement d'un tissu de PME sans pareil (le *Mittelstand*), une qualité élevée de la formation des travailleurs et de leurs produits ont ironiquement été systématiquement abattus par les réformes de l'Agenda 2010 porté par l'ex-chan-